

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°390
18 septembre 2026
ISSN 1245-0286

Le gouvernement Macron-Lecornu prépare un budget de guerre contre les travailleurs, les chômeurs, les jeunes, les retraités, les fonctionnaires et les malades :

A bas ce projet de budget !

Front unique des organisations du mouvement ouvrier pour empêcher son adoption !

***Intervention du courant Front Unique à la Commission administrative nationale du SNASUB
(le 17 septembre 2026)***

Il y a un an le projet de budget de Lecornu imposait 30 milliards de baisses des dépenses et s'avancait vers l'objectif d'un PIB à 2,5% consacré à l'armée en 2030 en taillant pour cela toujours plus dans des conquêtes comme la Sécu, le droit à l'éducation, etc... En cours d'année, le gouvernement a accentué ses coups en gelant 6 milliards supplémentaires dont 2 pour la Sécu.

Aujourd'hui la dette publique atteint à la fin du deuxième trimestre 2026, 117,5% du PIB. Fin juin, la Cour des comptes a déclaré : « *tous les signaux des finances publiques sont au rouge* ». Or cela continue à s'aggraver. Et le FMI affirme : « *il est nécessaire de repenser les dépenses du pays, en ajoutant, la France affiche le plus haut niveau de dépenses publiques de la zone Euro* ».

Le MEDEF considère que la situation de la bourgeoisie française ne permet plus de tergiverser. Il a même proposé l'adoption dans la constitution d'une règle d'or budgétaire pour interdire l'endettement dit structurel.

Il entend fixer le cap des réformes à entreprendre pour 2027. Ce cap c'est un véritable programme de guerre contre l'ensemble de la population laborieuse et la jeunesse. Et pour ce programme, le MEDEF est maintenant prêt à miser également sur le RN.

Cela s'est notamment traduit par l'adoption cet été à l'Assemblée Nationale par les partis traditionnels de la bourgeoisie avec le RN de la proposition de loi sur la présomption de légitime défense de la police, et de la loi Ripost qualifiée par ses promoteurs de « choc d'autorité et d'efficacité » et qui comporte toute une série de dispositions anti-jeunes, et du projet de loi sur la justice criminelle. Car il s'agit pour la bourgeoisie d'être prête à l'affrontement.

C'est une politique réactionnaire qui pourrait se résumer à d'un côté la réduction des budgets pour les services publics, dans la voie de la destruction des dernières conquêtes sociales et de l'autre, un investissement massif pour l'industrie d'armement.

Voilà l'avenir promis par le capitalisme en crise.

Le budget 2027 incarnant cette politique de casse, prévoit ainsi 30 milliards de baisses supplémentaires des dépenses sociales et de nouvelles attaques annoncées comme 6 milliards de moins sur les retraites. Mais aussi les projets de hausse des frais d'inscriptions à l'Université pour expulser des centaines de milliers de jeunes des classes populaires au droit aux études après l'avoir fait pour les étudiants extracommunautaires.

L'adoption du budget est à tel point vitale que dans un contexte de division de la représentation parlementaire de la bourgeoisie, expression de la crise économique, le Medef a appelé le gouvernement à s'asseoir sur les prérogatives parlementaires et à anticiper un éventuel recours aux ordonnances pour faire adopter le budget.

Mais pour nous, pour la défense de nos intérêts, ce qui est tout aussi vital, c'est que s'engage le combat contre ce budget et ses projets. C'est la responsabilité de notre syndicat de se positionner ainsi et de le faire entendre à notre fédération.

Motion Front Unique :

A bas le projet de budget Macron-Lecornu. Pour un front uni pour empêcher son adoption

La CAN du SNASUB-FSU, réunie le 16 septembre 2026 considère que pour faire échec à la politique de Macron Lecornu de casse de nos droits, la priorité est de dire :

A bas le budget de guerre Macron Lecornu et ses 30 milliards de baisses des dépenses publiques !

A bas la politique de réarmement !

A bas les centaines de milliards d'aides au patronat !

A bas l'offensive contre l'enseignement supérieur notamment le projet de loi de modernisation de l'enseignement sup, COMP, le rapport sénatorial du 9 septembre, et les projets de multiplication par 4 des frais d'inscription à l'université.

Répondre à nos revendications, garantir en particulier le droit à l'éducation, à la santé, à la retraite, rattraper nos pertes de pouvoir d'achat, créer les postes de fonctionnaires impose d'affronter le gouvernement Macron-Lecornu pour empêcher l'adoption du projet de budget 2027.

Pour parvenir à cet affrontement, contrairement à la kyrielle de journées d'action qui nous éparpillent, il faut œuvrer au contraire à la centralisation de la mobilisation. Cela suppose dès à présent d'agir pour un front uni pour empêcher l'adoption du projet de budget.

La CAN du SNASUB-FSU s'adresse en ce sens au CDFN de la FSU, et pour qu'elle s'adresse aux autres syndicats sur cet objectif.

(résultat du vote : Pour : 5 / Contre : 13 / Abstentions : 8)

Intervention du courant Front Unique à la Commission administrative académique du SNES de Clermont-Ferrand, le 17 septembre 2026

Plus que jamais, en cette rentrée, l'impérialisme, c'est le chaos et la guerre pour s'accaparer ressources et marchés, en piétinant les peuples dominés comme l'illustre le pillage au Venezuela.

L'impérialisme, c'est aussi le soutien apporté à la barbarie d'Israël qui poursuit son génocide à Gaza, accentue ses attaques contre les Palestiniens de Cisjordanie pour les déporter, continue ses bombardements criminels contre les populations du Liban et de Syrie.

En Europe, en France, c'est l'asphyxie face à l'affrontement entre Etats-Unis et Chine, entre droits de douane d'un côté et exportations massives de l'autre. C'est pour cela que les principaux impérialismes européens se rabattent sur le marché captif de l'armement, pour tenter de préserver leur industrie locale. Et comme l'Allemagne, ils doivent s'attaquer brutalement aux droits sociaux du prolétariat : chômage, retraite, santé.

En France, tous les indicateurs économiques sont au rouge : défaillances d'entreprises, explosion de la dette publique, inflation galopante, croissance en berne... Et les dépenses occasionnées par la guerre, la canicule et les incendies accentuent les déficits. En plus, la crise politique ouverte par la dissolution de 2024, limite les possibilités de faire des réformes structurelles, en particulier sabrer dans les budgets sociaux.

La situation sociale ne cesse également de se dégrader : Le taux de pauvreté atteint des sommets. Le nombre d'enfants se retrouvant dans la rue ne cesse de progresser Les salaires réels sont inférieurs à ceux de 2021 L'année 2026 s'annonce d'après l'OFCE comme la pire année depuis 2013 avec une nouvelle baisse de pouvoir d'achat. Dans la fonction publique, près d'un million d'agents voient leur traitement rattrapé ou dépassé par le Smic, nous dit le communiqué intersyndical pour le 29 septembre.

La bourgeoisie, a pourtant besoin d'aller plus loin et plus fort. C'est pourquoi le MEDEF monte en première ligne dans le but de faire la peau aux acquis du prolétariat. Dans la campagne des

présidentielles, il veut « *se positionner comme un acteur central du débat* ». En clair, il fixe le cap des contre réformes à entreprendre pour 2027 : liquidation de la Sécu, contre le droit au chômage, réduction massive des impôts des patrons, attaques en règle contre les fonctionnaires, (suppressions de postes, et en plus du gel du point d'indice, un moratoire des avancements de carrière...)

Dans l'immédiat, pour faire face à un blocage éventuel dû à la crise politique, il a appelé le gouvernement à s'asseoir sur les prérogatives parlementaires et à recourir aux ordonnances pour faire adopter le budget en déposant totalement l'AN du vote du budget. Ce serait une première !

Dans son offensive, le MEDEF, et c'est un fait nouveau, est prêt aujourd'hui à faire avec le RN. Celui-ci reprend l'axe du programme du MEDEF, à savoir les coupes dans la dépense publique (école, hôpital, sécu, retraites).

Mais le rapprochement RN/Medef ne porte pas que sur les questions économiques. Cet été, les partis traditionnels de la bourgeoisie ont voté , avec le RN, la loi sur le permis de tuer et la loi dite Ripost, qualifiée par ses promoteurs de « *choc d'autorité et d'efficacité* ». C'est la preuve de l'alignement de toutes les forces bourgeoises sur un axe liberticide.

Par ailleurs, le Medef a convoqué les principaux partis politiques pour leur présenter son programme. Tous s'y sont rendus, y compris le PS, le PCF et LFI...

Les candidats de la bourgeoisie en crise rivalisent d'ailleurs de propositions réactionnaires : retraites, immigration (mise en cause du droit du sol et du droit d'asile) ... Leurs propositions reprennent très souvent celles du RN...

Ils veulent tous profiter de la baisse annoncée des effectifs scolaires, pour mener à bien l'attaque frontale contre l'école publique à laquelle la bourgeoisie aspire depuis des décennies. E. Philippe se prononce pour une « *refonte massive de l'école, la plus importante depuis J Ferry* ». Derrière sa prétendue augmentation des salaires, il veut faire exploser les statuts des enseignants. Lui et Attal veulent placer les enseignants sous la coupe de chefs d'établissements et augmenter leurs obligations de services en leur imposant des tâches nouvelles...

Mais le gouvernement n'attend pas 2027 pour porter des coups contre l'école et ses personnels : il poursuit la répression des enseignants qui osent s'exprimer (en particulier dans le 93 et dans le 13). Et une circulaire très réactionnaire sur la commémoration du 11 novembre prétend imposer une cérémonie dans chaque établissement. Nous y reviendrons.

Devant nous, le budget 2027 qui doit être présenté fin septembre par Lecornu. On sait déjà à quoi s'attendre : un budget de guerre contre les travailleurs et la jeunesse ! Le budget des armées croît de 6.4 mds après une hausse équivalente l'année passée, en application de la LPM. Au programme, des coupes drastiques dans la santé (déremboursement, ciblage des maladies chroniques...), l'éducation bien entendu (6000 suppressions de postes semble-t-il, non reconduction des contractuels...), et contre les chômeurs. Quant aux retraités, Lecornu veut leur enlever 6 milliards, soit l'augmentation du budget des armées.

Or le gouvernement compte toujours s'appuyer sur la concertation : la question de la restriction des arrêts maladies a été débattue dans le cadre de la « conférence travail, emplois, retraites ». Au nom de la baisse démographique, Geffray veut associer les représentants syndicaux à un plan de programmation des suppressions de classes et de postes d'enseignants au moyen d'une expérimentation dans 18 départements.

Quelle riposte syndicale à cette avalanche d'attaques actuelles et à venir ?

Or sur le budget, Sophie Binet déclare, début septembre sur France Info : « *Nous, on va se mobiliser et après, c'est aux responsables politiques de prendre leurs responsabilités. Ça n'est pas les nôtres* ». C'est clair et net la direction de la CGT n'a pas l'intention de combattre pour empêcher le budget 2027 de passer.

La direction de la CGT, comme d'habitude, avance une kyrielle de journées d'actions : 7, 15 26 et 29 septembre, panoplie dont on connaît l'inefficacité alors que seul un combat ordonné et central contre le gouvernement et son budget pourrait changer la donne !

Dans l'US du 22 août 2026, l'Édito et l'article de première page signés par Sophie Venetitay évoquent des « *choix budgétaires* » mais aucun combat à venir contre le budget Lecornu.

Le communiqué intersyndical pour le 29 septembre parle d'« *annonces budgétaires pour 2027* » qui « *font planer* » de « *nouvelles contraintes* » (« *contraintes* » ! quel euphémisme pour désigner des attaques) avant d'ajouter que « *d'autres choix sont possibles* ». Qui peut croire que ce gouvernement pourrait promouvoir un autre budget ?

Sur les salaires, peut-on se contenter de la revendication d'« *une revalorisation significative de la valeur du point d'indice et son indexation sur l'inflation* » sans avancer les 20% (a minima) nécessaires. Sur les congés maladies, on a l'impression en lisant le communiqué qu'il s'agit de défendre la situation en vigueur : « *maintien à 100% des rémunérations versées* » alors qu'on est à 90% depuis le budget Bayrou 2026...

En fait tout le communiqué édulcore la situation réelle des fonctionnaires. Pas une fois les mots « budget » et « gouvernement » ne sont employés. Or il est impossible d'améliorer la situation des fonctionnaires et au-delà de l'ensemble des travailleurs, des chômeurs, des retraités et des jeunes, sans combattre le gouvernement et son budget.

C'est la responsabilité des dirigeants syndicaux, à commencer par ceux du Snes et de la FSU de rompre avec le gouvernement Macron-Lecornu et d'engager le combat centralisé, au siège du pouvoir, contre lui pour empêcher l'adoption de son projet de budget de guerre.

C'est la responsabilité de nos dirigeants syndicaux d'œuvrer à forger un front uni des organisations syndicales sur cette position.

Motion contre le budget :

La CA du SNES de Clermont-Ferrand se prononce contre le budget de guerre en préparation par le gouvernement Macron Lecornu.

D'ores et déjà, elle doit œuvrer à l'affrontement contre le budget en préparant le combat centralisé contre le gouvernement au siège du pouvoir.

Elle s'adresse aux autres directions syndicales, CGT et FO pour qu'elles reprennent la même position.

(résultat du vote : Pour : 3 / Contre : 19 / Abstention : 1 / Refus de vote : 2)

Motion contre la répression (adoptée à l'unanimité)

En cette rentrée de nouveaux cas de répression contre des enseignants syndiqués ont eu lieu :

- quatre professeurs des écoles des Bouches du Rhône, sont suspendus quatre mois, notamment pour avoir dénoncé l'état de leur école. Des collègues en CDD, n'ont pas été reconduits.
- deux collègues du lycée Utrillo à Stains ont été menacées de mutation, pour besoin de service, pour avoir dénoncé des propos racistes d'un enseignant.

La CA du Snes se prononce pour la levée immédiate de ces sanctions et des procédures disciplinaires lancées à l'encontre de ces collègues, et contre la répression anti-syndicale.

Position adoptée contre la circulaire ministérielle imposant dans tous les établissements scolaires, une cérémonie commémorative annuelle en hommage aux « Morts pour la France »

Le SNES-FSU demande l'abrogation de cette circulaire, considère que les personnels ne sont pas tenus de participer à la préparation et à la mise en œuvre de cet événement, et propose le boycott en cas de non-abrogation.